



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES FORESTIERS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2025-8400-002

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services forestiers.

L'objet est de couvrir l'ensemble des récoltes de feuillus et de résineux requérant des techniques spéciales de travaux en hauteur (grimpe d'arbre, escalade, alpinismes, etc.) et directement planifiées par la sécherie de la Joux – 39 – Jura -. Les prestations se feront dans la France entière sur des forêts publiques et privées.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale de Bourgogne Franche-Comté
Agence Etudes et Travaux
14 rue Gabriel Plançon - CS 51581- 25 010 BESANCON cedex

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur MOREL Pierre-Jean, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, direction territoriale de Bourgogne-Franche-Comté, Agence Etudes et Travaux, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 033 01 dont le siège est 14 rue Plançon – CS 51581 – 25010 BESANCON cedex 3.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur MOREL Pierre-Jean, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le responsable de l'unité de production Sécherie de la Joux :

Emeric BOSSIS
Montrainçon - 39300 SUPT
Portable : 06 26 55 60 14 – Email : emeric.bossis@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est le responsable de l'unité de production Sécherie de la Joux :

Emeric BOSSIS
Montrainçon - 39300 SUPT
Portable : 06 26 55 60 14 – Email : emeric.bossis@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services forestiers.

L'objet est de couvrir l'ensemble des récoltes de feuillus et de résineux requérant des techniques spéciales de travaux en hauteur (grimpe d'arbre, escalade, alpinismes, etc.) et directement planifiées par la sécherie de la Joux – 39 – Jura -. Les prestations se feront dans la France entière sur des forêts publiques et privées.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. – Document joint au dossier de consultation. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées sur des forêts publiques et privées.

Les prestations effectuées dans le cadre de ce marché doivent être réalisées conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois). - Document joint au dossier de consultation. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées sur des forêts publiques et privées.

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 11 lots, tous à exécution mixte, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

<i>Lots</i>	<i>Prestations principales</i>
1	Récoltes Abies
2	Récoltes Epicéa
3	Récoltes Erables
4	Récoltes Fruitiers
5	Récoltes Pins Noirs
6	Récoltes Divers Pins
7	Récoltes Pins Maritimes
8	Récoltes Mélèzes
9	Récoltes Cèdre
10	Récoltes Pins sylvestres – pins à crochet
11	Récoltes Quercus

Les quantités récoltées (en hectolitres) pour les cinq dernières campagnes des essences concernées sont indiquées au point 16.2 du présent CCATP.

Il n'y a pas d'engagement de la part du pouvoir adjudicateur concernant la réalisation de quantités ou de montants de commandes, qu'ils soient minimaux ou maximaux. Les quantités ou montants sont donnés à titre purement indicatif afin que chaque candidat puisse vérifier ses capacités techniques et humaines à exécuter les prestations demandées.

Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les quantités estimatives de commandes.

Les lots sont par espèces à récolter mais la mobilité est demandée sur la France entière.

Les prestations complémentaires seront précisées dans l'Acte d'Engagement.

3.3. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

L'ensemble des lots fait l'objet d'une exécution mixte :

- Par bons de commande tant que les prestations à réaliser entrent dans l'application des prix de base prévus au BPU et/ou des critères de modulation ;
- Par remise en concurrence du (es) titulaire(s)
 - o Lorsque l'application des critères ne permet pas de traduire la complexité de la prestation à réaliser ;
 - o Lorsque les prestations sont à réaliser dans un contexte particulier (essence avec peu de graines...) ou/et avec des contraintes techniques ou/et sur les délais qui ne permettent pas au titulaire de réaliser ces prestations aux prix chiffrés au bordereau de prix unitaires.
 - o Lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.
 - o Lorsqu'en application de l'article 4, il y a nécessité de fixer de nouveaux prix

Pour les prestations faisant l'objet d'une remise en concurrence, le(s) prix indiqué(s) au bordereau des prix unitaires ne s'applique(nt) pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

3.3.1. **Modalités d'attribution des bons de commandes**

L'attribution des bons de commandes se fera, pour chaque commande, selon une répartition en cascade : les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement lors de l'attribution du marché, selon la méthode dite « en cascade ». Ils seront donc d'abord adressés au prestataire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation et enfin au troisième si les deux premiers ne peuvent réaliser la prestation faisant l'objet de la commande.

Il convient de noter que si l'attributaire numéro 1 a la capacité de réaliser l'ensemble des prestations faisant l'objet des bons de commande, les attributaires suivants ne recevront pas de commandes.

Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les proportions indicatives de commandes.

3.4. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Le marché étant mixte : pour la partie exécutée sous forme de marchés subséquents, les attributaires du lot concerné de l'accord-cadre seront remis en concurrence sur la base de l'accord-cadre dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins-disante (si le seul critère d'attribution est le prix) ou la mieux-disante (si plusieurs critères existent pour l'attribution). Les critères d'attribution seront indiqués au sein de chaque marché subséquent.

3.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.6. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 PRESTATIONS NON PREVUES

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avéraient nécessaires :

4.1. Création de nouveaux prix

Les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire (ou les titulaires) devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, son (ses) nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celles de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

4.2. Limitations

Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle.

Ces prestations non prévues sont des modifications prévues dans le document contractuel initial. Il n'y aura pas d'avenant ou de modification du marché pour l'application de cette clause contractuelle.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

5.1. Accord-cadre

- L'acte d'engagement – Bordeau des Prix Unitaires
- Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- La fiche de renseignements – mémoire technique ;
- Les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées en forêt communale ;
- Le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois) ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

5.2. Marché subséquent

- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,
- Le bordereau des prix unitaires joint aux marchés subséquents,
- Le cas échéant, le mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Exécution par émission de bons de commande

6.1.1. Passation des commandes

Les commandes de prestations de services forestiers sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes – ordre de récolte préalable au BC -, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF considérera la commande acceptée.

En cas d'indisponibilité des titulaires, l'ONF tracera par écrit l'indisponibilité et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Les commandes peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

6.1.2. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.1.3. Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2 des CGA.

6.1.4. Résiliation d'un bon de commande

Les modalités de résiliation d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

6.2. Exécution par remise en concurrence des titulaires

6.2.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés à l'article 3.3 ci-dessus.

6.2.2. Termes non couverts par l'accord-cadre

Les éléments de l'accord-cadre pouvant être précisés par les marchés subséquents sont le prix des prestations, et/ou le délai de réalisation et/ou des précisions techniques.

6.2.3. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront, au choix, être ponctuels ou à bons de commande.

6.2.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

6.2.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Les critères pour l'attribution des marchés subséquents sont le prix des prestations, et/ou le délai de réalisation et/ou des précisions techniques. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

6.2.6. Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.3. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires, au sein de l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre ou, le cas échéant dans le Bordereau des Prix Unitaires du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- Les prix unitaires indiqués au BPU auxquels s'appliquent les éventuels critères de modulation du prix de base ;
- Ou le cas échéant les prix unitaires indiqués au marché subséquent

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale et son annexe 1 avec application de la formule des prestations manuelles.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale.

7.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés dans les conditions prévues à l'article 6.2 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale et conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.
Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

7.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de consultation : 2025-8400-002 ;
- Les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- Le nom du service destinataire ;
- Le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de réalisation des prestations
- Les prix HT, TTC et la TVA ;
- Les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- La date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

7.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 2025-8400-002
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 033 01
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" et « transmission des factures » du présent marché,
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des Clauses Générales d'Achat.

8.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

8.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.3. Délai d'exécution

En cas d'intempéries, le titulaire aura la charge d'avertir le pouvoir adjudicateur qui produira un ordre de service de suspension des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre les prestations s'il considère que les conditions climatiques ne sont pas conciliables avec une bonne exécution des commandes. Il peut également interdire temporairement les prestations lorsque la sécurité des personnes, la préservation des peuplements ou des équipements ne sont plus correctement assurées.

Une prorogation de délai d'exécution peut alors être accordée au titulaire. Un ordre de service définira la date de reprise des prestations.

Si du fait du titulaire, les travaux ne sont pas terminés à la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (délai éventuellement prorogé), des pénalités de retard peuvent être imputées au titulaire (article 8-1-1 des CGA).

Les jours ouvrables sont seuls décomptés comme jours de retard, sauf dans l'hypothèse où, pour des raisons d'urgence impérieuse, le travail du dimanche et des jours fériés aurait été autorisé.

8.4. Eviction temporaire d'un titulaire

L'ONF se réserve la possibilité, sans indemnité, d'évincer durant 12 mois au maximum l'un des titulaires de l'accord-cadre qui manquerait à ses obligations et engagements notamment à la 2ème exécution défaillante (non-respect des délais du marché, défauts qualitatifs, quantitatifs, non-respect du code du travail, de la lutte contre le travail dissimulé, notamment).

Dans ce cas, l'éviction n'est pas précédée d'une mise en demeure, s'agissant d'une violation caractérisée de son engagement par le titulaire.

Sans préjudice de ces dispositions, les parties sont tenues d'une obligation d'information réciproque quant aux événements de toutes natures susceptibles de retarder l'exécution des prestations. Elles se concertent sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter le retard ou recaler les plannings initialement définis.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

11.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

12 DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LES MOYENS EN MATERIEL DU TITULAIRE

12.1. Prévention des accidents du travail et des risques professionnels

Le titulaire veillera au respect des principes généraux de prévention des risques professionnels définis par la loi n° 91-1414 du 31/12/1991 (article L.4121-2 et suivants du Code du Travail).

Il devra également respecter le décret 2016-1678 du 5 décembre 2016 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et forestiers (compétences, EPI...).

Le titulaire déclarera à la Direccte et à la Mairie les chantiers forestiers > 4 ha. Il signalera ces chantiers en plaçant un panneau en bordure du chantier, comportant le nom, la dénomination sociale de l'entreprise et son adresse. (Article L718-9 du code rural et de la pêche maritime).

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité, la durée du travail sur le chantier devra respecter la réglementation en vigueur.

12.2. Prévention des risques de co-activité

Dès lors où plusieurs entreprises interviendront simultanément ou successivement, le donneur d'ordre assurera une coopération entre les entreprises intervenantes (y compris s'il y a lieu avec les sous-traitants concernés) de

manière à ce que puissent être mis au point d'un commun accord le programme prévisionnel des prestations, les mesures d'organisation du chantier, et les mesures de sécurité spécifiques destinées à prévenir les risques de co-activité.

12.3. Signalisation des chantiers

Le titulaire s'engage à assurer une signalisation appropriée du chantier et à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'égard des personnes et des biens, en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier le décret 2016-1678 du 5 décembre 2016 : panneaux spécifiques sur tous les accès afin d'avertir que l'accès est dangereux et interdit au public. Le cas échéant, la signalétique sur la place de dépôt est également de la responsabilité de l'entreprise qui fera le nécessaire auprès des transporteurs pour qu'ils se chargent de la maintenir en place.

12.4. Environnement du chantier

Lorsque des travaux sont prévus à proximité de routes ouvertes à la circulation publique ou d'installations diverses (lignes aériennes ou souterraines, canalisations d'eau ou de gaz, voies ferrées, bâtiments...), le titulaire doit effectuer à sa charge les démarches réglementaires (déclaration d'intention de commencement de travaux, demande d'autorisation de voirie...), avant d'engager les travaux.

12.5. Equipements de travail

Les équipements de travail, notamment les tronçonneuses et débroussailleuses, les tracteurs et engins divers utilisés sur les chantiers doivent être d'un modèle homologué et équipés de tous les dispositifs de sécurité prévus par la réglementation en vigueur.

12.6. Carburants - Lubrifiants

Le titulaire doit :

- a) En cas d'utilisation de carburants et de lubrifiants, afin d'empêcher les déversements dans le milieu naturel, posséder :
 - Du matériel de stockage, de remplissage et de récupération des huiles et hydrocarbures ;
 - Des produits ou kits absorbants.Le stockage et la manipulation des hydrocarbures doivent s'effectuer avec un bac de rétention de contenance suffisante au regard de la capacité des conteneurs.
- b) Utiliser systématiquement, pour les huiles de scies à chaîne (tronçonneuses et abatteuses), les huiles deux temps et les huiles hydrauliques, des lubrifiants biodégradables satisfaisant aux critères et exigences de l'éco-label européen, conformément aux engagements pris par l'ONF dans le cadre de sa politique environnementale.
- c) En cas de pollution, prévenir immédiatement à la fois les services préfectoraux compétents, l'autorité municipale et le pouvoir adjudicateur.

12.7. Sanction en cas de non-respect des règles de sécurité

En cas de non-respect d'une des règles de sécurité précisées ci-dessus ou au cas où la conduite du chantier crée des risques soit pour le titulaire ou ses salariés, soit pour les tiers, l'ONF demandera au titulaire de mettre fin à cette situation dans les plus brefs délais et pourra le cas échéant résilier le contrat.

En cas de situation présentant un danger grave et imminent (ex : fort vent, visibilité réduite, risque d'incendie...) pour le personnel présent sur le chantier ou pour les tiers, l'ONF pourra faire interrompre immédiatement les travaux.

12.8. Information quant à l'avancement de la réalisation des chantiers

Le titulaire devra informer l'émetteur du bon de commande à la fin de la 1^{ère} journée du chantier (= journée test) pour évaluer les rendements et partager les informations des coupes des fruits forestiers récoltés. Ensuite, le partage d'information se fera, au plus tard, tous les 3 (trois) jours au maximum (samedi, dimanche et jours fériés exclus) de l'avancement de la réalisation des chantiers.

12.9. Travail les Dimanches et jours Fériés – Travail de Nuit

Le travail les dimanches, les jours fériés et la nuit (de 21 h à 6 h) est interdit.

Toutefois, compte-tenu des aléas météorologiques pouvant avoir une importance significative sur la suite des chantiers de récolte, une dérogation peut être envisagée si elle est sollicitée auprès du pouvoir adjudicateur dans les 48h précédents ce travail exceptionnel.

Le cas échéant, le repos non pris sur les jours travaillés doit être récupéré dans la semaine suivante.

13 MISE EN CHANTIER - CONTROLE – ADMISSION, RECEPTION -

Les prestations sont réalisées sous le contrôle du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. A cet effet, le prestataire avisera impérativement le pouvoir adjudicateur du commencement du chantier, au maximum 2 jours ouvrés avant le début de celui-ci. Il devra se conformer aux indications fournies en début et en cours de chantier.

L'obtention des autorisations d'utilisation des voies d'accès sur les terrains privés et publics est assurée par le titulaire.

Le prestataire avisera l'ONF de la date d'achèvement des prestations dans un délai maximum de 2 jours ouvrés après la fin de celles-ci. Le prestataire et le responsable ONF réceptionnaire des prestations procèderont ensemble aux opérations de réception dans un délai maximum d'une semaine (5 jours ouvrés) après la date d'achèvement.

La réception définitive ne pourra être prononcée que lorsque toutes les réserves éventuelles formulées lors des opérations préalables à la réception auront été levées et que tous les documents conformes à l'exécution des prestations auront été remis par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur procèdera au règlement du titulaire au vu d'une facture établie sur la base de la réception définitive.

En cas de non-respect des stipulations techniques prévues au contrat ou si la qualité du travail effectué par le titulaire est jugée insuffisante, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire, qui devra prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier au problème.

Passé le délai contractuel, sauf en cas d'accord de prolongation de la part du pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues seront appliquées, les dommages éventuels subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la défaillance du titulaire seront indemnisés par ce dernier et le contrat pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

14 REMISE EN ETAT

Les équipements ou les peuplements endommagés ou détruits du fait de l'intervention du titulaire seront remis en état ou remplacés aux frais de celui-ci.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans les délais d'exécution. En cas de retard, les opérations de remise en état seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée, avec application d'une pénalité de retard de 80 € (quatre-vingts euros) par jour de retard.

15 CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION

Les travaux effectués dans le cadre de ce marché doivent être réalisés conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF).

Tout dommage causé lors du chantier, y compris à des propriétés riveraines, doit être déclaré sans délai par le titulaire à l'ONF.

De même, si l'ONF constate que les travaux portent atteintes aux peuplements ou aux équipements, le titulaire en est informé dans les meilleurs délais et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier au problème.

Si les dégâts constatés menacent l'avenir des peuplements, l'ONF peut ordonner la suspension de tout ou partie des travaux.

En cas de détérioration de certains équipements particulièrement importants pour les usagers ou la protection de la forêt, l'ONF peut demander une remise en état immédiate (rétablissement d'un accès, réparation d'une clôture de protection contre le gibier, rétablissement de l'écoulement des eaux, remise en place de bornes...).

En cas de persistance des problèmes, dûment constatés, le contrat peut être résilié par le pouvoir adjudicateur selon la procédure indiquée aux Clauses Générales d'Achat.

16 CADRE DU MARCHÉ

Le présent marché doit couvrir l'ensemble des récoltes de feuillus et de résineux requérant des techniques spéciales de travaux en hauteur (grimpe d'arbre, escalade, alpinismes, etc.) et directement planifiée par la sécherie de la Joux.

16.1. Législation MFR

Rappel de la loi et renvois aux textes en vigueur, classification des MFR et catégories :

<https://agriculture.gouv.fr/graines-et-plants-forestiers-reglementation-contrôle-et-certification>

Rappel de la codification des MFR (code couleur et catégorie de semence)

	Non soumis
	catégorie identifiée
	Catégorie sélectionnée
	Catégorie qualifiée
	Catégorie testée

16.2. Historique des récoltes

Historique des quantités récoltées (en HL) sur les 5 dernières campagnes pour les essences concernées.

Lot	Espèce	Fructification normale	Unité	2020	2021	2022	2023	2024	Total	Unité
1 Abies	Abies alba	3	hL/pers/jour	85		88,85	50,6		224	hL
	Abies cephalonica	4,7	hL/pers/jour		20	70,5			91	hL
	Abies grandis	2,8	hL/pers/jour			11,75	26		38	hL
	Abies nobilis	9,1	hL/pers/jour	21			15		36	hL
	Abies nordmanniana	7,2	hL/pers/jour	21				22,5	44	hL
	Abies pinsapo	3,2	hL/pers/jour			30			30	hL
	Abies bommulleriana	6	hL/pers/jour						0	hL
2 Picea	Picea abies	2,4	hL/pers/jour	64,5		5		5,5	75	hL
	Picea sitchensis	1	hL/pers/jour				9,85	15,2	25	hL
3 Acer	Acer pseudoplatanus	12	kg/pers/jour	381,5		1079,7	1115	1086,7	3663	kg
	Acer platanoides	9,1	kg/pers/jour	271		428	812,8	110	1622	kg
	Acer campestre	6	kg/pers/jour	46,1		86,5	430,4	294,11	857	kg
	Acer monspessulanum	3	kg/pers/jour	8,8			112		121	kg
	Acer opalus	5	kg/pers/jour				275,4		275	kg
4 Fruitiers	Sorbus torminalis	23,6	kg/pers/jour				3080,89		3081	kg
	Sorbus domestica	69	kg/pers/jour				390	1684,7	2075	kg
	Sorbus aria	22	kg/pers/jour				1114,57		1115	kg
	Prunus avium	29	kg/pers/jour					751	751	kg
	Malus sylvestris	83,2	kg/pers/jour					307,6	308	kg
	Pyrus pyraister	63	kg/pers/jour					640,2	640	kg
5 Pins noirs	Pinus nigra (laricio, salzmann, PNI)	1	hL/pers/jour	20,5	8	60,26			89	hL
	Pinus nigra subsp. Salzmanni - VG	1,8	hL/pers/jour				13,25		13	hL
6 Divers pins	Pinus pinea	1,75	hL/pers/jour				7,75		8	hL
	Pinus strobus	2,38	hL/pers/jour		9,75			4	14	hL
	Pinus halepensis	0,7	hL/pers/jour	15,3		4,5			20	hL
7 Pin maritime	Pinus pinaster VF2	2,2	hL/pers/jour	23,25	876,85	1569,25			2469	hL
	Pinus pinaster VF3	1,1	hL/pers/jour	39,75	162,7	374,5			577	hL
	Pinus pinaster Tamjout	1,7	hL/pers/jour				23,65		24	hL
8 Mélèzes	Larix decidua - peuplements	0,4	hL/pers/jour	6,85			3		10	hL
	Larix eurolepis - VG	1,4	hL/pers/jour			49,5		68,5	118	hL
9 Cèdre	Cedrus atlantica	3,1	hL/pers/jour	178,75	462,75	253	15,78		910	hL
10 Pins	Pinus sylvestris/uncinata - peuplement	0,5	hL/pers/jour	2	28,25	3,75	14,42		48	hL
	Pinus sylvestris - VG	1	hL/pers/jour	320	17,5	48	78,5		464	hL
11 Quercus	Quercus pubescens	100	L/jour/pers	5074	12870	40400	2227	21002	81573	L

16.3. Identification des peuplements et des vergers rentrant dans l'appel d'offre

Listing des provenances récoltées incluent dans le marché :

Lot 1 Abies	
Abies	Région de récolte
AAL202	Massif vosgien
AAL361	Pyrénées Est
AAL401	Massif Central Ouest
AAL402	Massif Central Est
AAL501	Jura
AAL502	Préalpes du Nord
AAL503	Alpes internes du Nord
AAL504	Alpes intermédiaires
AAL505	Préalpes de Haute Provence
AAL601	Ouest
AAL800	Corse
ACE-VG-001	St Lambert
ACE-VG-002	Escampats
AGR901	France
ANB	Massif Central
ANO.BOUT	Allier
API901	France

Lot 2 Picea	
Epicea	Région de récolte
PAB202	Massif vosgien gréseux
PAB203	Massif vosgien cristallin
PAB400	Massif Central
PAB501	Premier plateau du Jura
PAB502	Haut Jura moyenne altitude
PAB503	Haut Jura haute altitude
PAB504	Entre Jura et Savoie
PAB505	Préalpes du Nord moyenne altitude
PAB506	Préalpes du Nord haute altitude
PAB507	Hautes Alpes moyenne altitude
PAB508	Hautes Alpes haute altitude
PAB509	Alpes méridionales
PSI901	France

Lot 3 Acer	
Erables	Région de récolte
APS101	Nord
APS200	Nord-Est
APS400	Massif Central
APS500	Alpes Jura
APS600	Pyrénées
APL901	Nord
APL902	France - zone altitude
ACA130	Ouest
ACA901	Nord-Est et montagnes
ERM	France
ERO	France

Lot 4 Fruitiers	
Fruitiers	Région de récolte
STO901	Nord France
STO902	France méridionale
SDO900	France
SOB	France
PAV901	France
MSY901	Ouest
MSY902	Est
POI	France

Lot 5 Pins Noirs	
Pins noirs	Région de récolte
PLO901	Nord-Ouest
PLO902	Sud-Ouest
PNI901	Nord-Est
PNI902	Sud-Est
PCL901	Cévennes - Grandes Causses
PCL902	Pyrénées Orientales - Corbières
PCL-VG-001	Saint Paul lez Durance

Lot 6 Divers pins	
Divers pins	Région de récolte
PPE700	Région méditerranéenne
PPE800	Corse
PWE	France
PHA700	Région méditerranéenne

Lot 7 Pins Maritimes	
Pins Maritimes	Région de récolte
PPA VF2	Mimizan
PPA VF2	Saint Augustin
PPA VF3	Saint Laurent Médoc

Lot 8 Mélèzes	
Mélèzes	Région de récolte
LDE240	Nord-Est Massif Central
LDE501	Alpes du Nord moyenne altitude
LDE502	Alpes du Nord haute altitude

PPA Tamjout	Collobrières
-------------	--------------

LDE504	Alpes internes du Sud
LEU-VG-003	Les Barres (45)

Lot 9 Cèdres	
Cèdres	Région de récolte
CAT900	France
CAT-PP-001	Ménerbes
CAT-PP-002	Mont Ventoux
CAT-PP-003	Saumon

Lot 11 Quercus	
Quercus	Région de récolte
QPU101	Nord-Ouest
QPU360	Sud-Ouest
QPU741	Languedoc
QPU751	Provence
QPU901	Est et Massif Central Nord

Lot 10 Pins sylvestres - pins à crochet	
Pins sylvestres	Région de récolte
PSY100	Nord-Ouest
PSY201	Nord-Est
PSY202	Massif Vosgien
PSY203	Hanau
PSY204	Saint Dié
PSY205	Plaine de Haguenau
PSY401	Massif Central
PSY402	Livradois Velay
PSY403	Plateaux foréziens
PSY404	Margeride
PSY601	Chaîne pyrénéenne
PSY602	Pyrénées Orientales
PSY-VG-004	Peyrat-le-Château
PUN500	Alpes
PUN601	Chaîne pyrénéenne
PUN602	Pyrénées Orientales

⇒ Classement des peuplements admis à la récolte sur base du fichier de la DRAAF consultable en ligne y compris situation géographique plus précise.

<https://agriculture.gouv.fr/fournisseurs-especes-reglementees-provenances-et-materiels-de-base-forestiers>

16.4. Calendrier des récoltes



Calendrier des périodes de récolte

Essences		Jun	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
Résineux	Sapin de Vancouver												
	Sapin de Nordmann												
	Pin weymouth												
	Douglas												
	Sapin pectiné												
	Cèdre de l'Atlas												
	Epicéa de Sitka												
	Mélèze du Japon												
	Epicéa commun												
	Mélèze d'Europe												
	Pins noirs												
	Pin maritime												
	Pin sylvestre												
Feuillus	Merisier												
	Frêne commun												
	Erable sycomore												
	Aune glutineux												
	Charme												
	Chêne rouge d'Amérique												
	Chêne pédonculé												
	Chêne sessile												
	Tilleul à petites feuilles												
	Hêtre												
	Noyers												

16.5. Cahier des charges et protocole de récolte

Le prix d'une récolte s'articule autour d'un prix de base (PDB) auquel s'ajoutera des modulations positives et/ou négatives. Une journée test permettra de définir les bonnes modulations (niveau de fructification, etc...) afin d'émettre le bon de commande définitif sur base d'un volume total.

La visite des parcelles n'est pas possible par anticipation, les récolteurs devront évaluer les contraintes de récoltes lors des premiers jours de récolte => le bon de commande final ne pourra être établi qu'après la remontée des informations par le prestataire de récolte. Des visites fréquentes des chantiers de récoltes seront organisées, avec pour but la vérification des critères de modulation.

Pour pallier ce problème de bon de commande envoyé rétroactivement, un ordre de récolte mentionnant le peuplement, sa situation géographique, l'espèce et la provenance à récolter ainsi que les quantités sera envoyé aux récolteurs avant le déplacement sur ce chantier.

⇒ Le prix de base sera calculé par espèce indépendamment du lot et de la provenance auquel l'espèce se raccroche, il faudra donc indiquer un prix de base (par HL ou par Kg) par espèce à partir duquel les modulations seront appliquées.

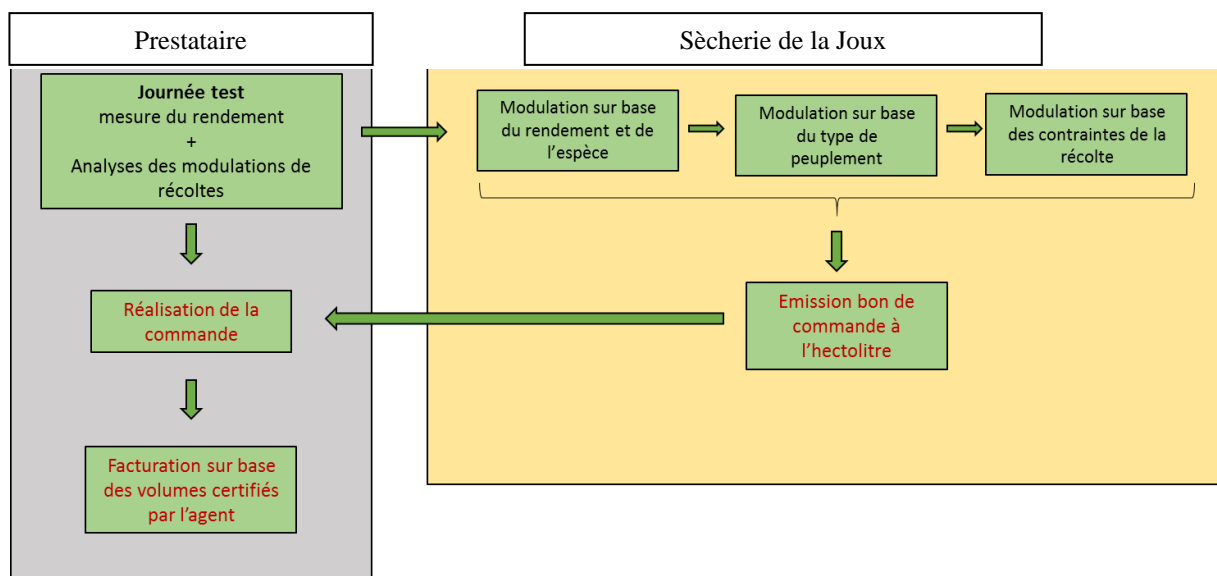
Lot	Espèce	Fructification normale	Unité
1 Abies	Abies alba	3	hL/pers/jour
	Abies cephalonica	4,7	hL/pers/jour
	Abies grandis	2,8	hL/pers/jour
	Abies nobilis	9,1	hL/pers/jour
	Abies nordmanniana	7,2	hL/pers/jour
	Abies pinsapo	3,2	hL/pers/jour
	Abies bornmulleriana	6	hL/pers/jour
2 Picea	Picea abies	2,4	hL/pers/jour
	Picea sitchensis	1	hL/pers/jour
3 Acer	Acer pseudoplatanus	12	kg/pers/jour
	Acer platanoides	9,1	kg/pers/jour
	Acer campestre	6	kg/pers/jour
	Acer monspessulanum	3	kg/pers/jour
	Acer opalus	5	kg/pers/jour
4 Fruitiers	Sorbus torminalis	23,6	kg/pers/jour
	Sorbus domestica	69	kg/pers/jour
	Sorbus aria	22	kg/pers/jour
	Prunus avium	29	kg/pers/jour
	Malus sylvestris	83,2	kg/pers/jour
	Pyrus pyraeaster	63	kg/pers/jour
5 Pins noirs	Pinus nigra (laricio, salzmann, PNI)	1	hL/pers/jour
	Pinus nigra subsp. Salzmanni - VG	1,8	hL/pers/jour
6 Divers pins	Pinus pinea	1,75	hL/pers/jour
	Pinus strobus	2,38	hL/pers/jour
	Pinus halepensis	0,7	hL/pers/jour
7 Pin maritime	Pinus pinaster VF2	2,2	hL/pers/jour
	Pinus pinaster VF3	1,1	hL/pers/jour
	Pinus pinaster Tamjout	1,7	hL/pers/jour
8 Mélèzes	Larix decidua - peuplements	0,4	hL/pers/jour
	Larix eurolepis - VG	1,4	hL/pers/jour
9 Cèdre	Cedrus atlantica	3,1	hL/pers/jour
	Pinus sylvestris/uncinata - peuplements	0,5	hL/pers/jour

10 Pins sylvestres	Pinus sylvestris - VG	1	hL/pers/jour
11 Quercus	Quercus pubescens	100	L/jour/pers

16.6. La procédure d'organisation d'une récolte

Elle se déroule en 7 points :

1. Les besoins de la sécherie sont communiqués au récolteur en présentiel dans un lieu à définir conjointement courant juin.
2. Pour chaque récolte, la sécherie transmet un ordre de service au récolteur reprenant les données nécessaires à la récolte (contact, lieux, espèces, plans, quantité, etc.).
3. Les récolteurs mettent en place la journée test. Au cours de la journée, ils communiquent à la sécherie leur rendement et les difficultés de leur journée, ainsi que la qualité des cônes récoltés (résultat à la coupe et nombre de graines/cônes).
4. Suivant les rendements obtenus lors du test, la sécherie se charge d'émettre un bon de commande en respectant le tarif de base se rapportant à l'espèce et respectant les modulations prévues au marché (niveau de fructification, pentes, techniques de grimpe, etc.).
5. Les récolteurs poursuivent le travail jusqu'à obtenir le volume commandé par la sécherie de la Joux.
6. Les sacs sont certifiés et envoyés par transport sous le contrôle du technicien forestier ou, à défaut, du récolteur.
7. Les récolteurs facturent à la sécherie la prestation conformément au bon de commande.



Importance de la journée test :

La journée test doit permettre au récoltant de moduler le PDB en fonction des réalités de terrain afin d'obtenir un prix « juste » pour la prestation réalisée.

La journée test doit permettre à la sécherie de statuer sur la qualité de la récolte en cours (qualité des cônes, présence de graines, etc.). Pour se faire il sera demandé au récolteur de réaliser une coupe sur les cônes (ou fruits) récoltés. Le récolteur devra prendre contact avec la sécherie de la Joux pendant la journée test, afin de permettre la prise de décision sur l'arrêt ou la poursuite des récoltes.

Le récolteur devra transmettre par tous les moyens possibles (appel téléphonique, envois de photos, mail, etc.) le résultat des coupes de cônes.

Réalisation des coupes et comptage :

1. Le cône (ou le fruit) sera coupé en deux dans le sens de la longueur, à l'aide d'un sécateur correctement affûté (afin de ne pas abîmer la graine et faciliter le comptage).
2. Le récolteur devra compter le nombre de graine visible à l'œil sur la moitié du cône coupé.
3. Ce relevé sera transmis à la sécherie de la Joux, ainsi que la photo de la coupe pendant la journée test.



Photo 1 : Coupe réalisée sur du Sorbier domestique



Photo 2: Coupe réalisée sur Pinus sylvestris

16.7. Droit de retrait et d'abandon des récoltes

Sur base des journées « test » mise en place avant chaque récolte, la sécherie de la Joux se réserve le droit de mettre fin prématurément à une récolte planifiée.

Certaines récoltes devront être réalisées en dehors des conditions prévues par les modulations de fructification et d'accès à la parcelle. Dans ce type de récolte, les récoltes seront payées au « forfait jours ».

Dans le cas d'un abandon suite à la journée test, celle-ci sera facturée soit au prix de la récolte en fonction des modulations, soit au prix forfaitaire d'une journée de récolte.

⇒ Le soumissionnaire devra remettre un prix forfaitaire (à la journée) en plus du PDB par espèce.

Dans le cas où un problème de qualité ou de quantité observé après la journée test : la sécherie se réserve le droit de mettre fin à la récolte sans délais.

16.8. Identification des différents lots

Création des lots :

- ⇒ Par espèce pour les Epicéa et les Abies,
- ⇒ Les Pins maritimes VF2 constitueront un lot à part entière ;
- ⇒ Les Pins maritimes VF3 constitueront un lot à part entière ;
- ⇒ Les Pins cembro constitueront un lot à part entière ;
- ⇒ Les feuillus, constitué des Sorbier (STO et SDO) constitueront un lot ;
- ⇒ Les cèdres constitueront un lot ;
- ⇒ Les mélèzes sélectionnés et le mélèze hybride VG3 constitueront un lot
- ⇒ Un lot constitué des Pins dont le cône est de petite taille (petit pinus) constituera un lot;
- ⇒ Un lot constitué des érables planes et sycomores ;
- ⇒ Un lot constitué des Pins sylvestre et des pins à crochet.

Les provenances incluses dans chaque lot sont précisées dans le tableau 16.3 du présent document.

Les soumissionnaires doivent prendre en considération que les prévisions de récolte sont compliquées
=> Pas d'engagement possible de la part du pouvoir adjudicateur sur des volumes minimum et maximum à récolter.

16.9. Prix de vente

- ⇒ Chaque soumissionnaire récolteur doit remettre un prix de base par hectolitre (ou par Kg pour les érables et les fruitiers) et par espèce, indépendamment du lot auquel l'espèce se rattache à partir duquel s'appliqueront les modulations
- ⇒ Dans le marché, les soumissionnaires remettront un prix forfaitaire (à la journée) pour des récoltes « hors modulation ».

C'est sur base de cette grille tarifaire établissant les PDB que s'appliqueront les modulations de contraintes suivantes :

Niveau de modulation 1 : Fonction de la fructification sur le chantier :

La première modulation s'articulera autour du niveau de la fructification. Plus les fructifications seront faibles, avec des rendements par grimpeurs et par jours faible, plus les modulations positives seront importantes. A contrario, en cas de fructification, des modulations négatives seront appliquées.

Fructification catastrophique	Fructification extrêmement faible	Fructification très faible	Fructification faible	Fructification un peu faible	Fructification normale	Fructification un peu forte	Fructification forte	Fructification très forte	Fructification extrêmement forte	Fructification historique
Rdt ≤ 0,5 Rdt base	Rdt ≤ 0,65 Rdt base	Rdt ≤ 0,75 Rdt base	Rdt ≤ 0,85 Rdt base	Rdt ≤ 0,95 Rdt base	Rdt +/- 5% Rdt base	Rdt ≤ 1,15 Rdt base	Rdt ≤ 1,25 Rdt base	Rdt ≤ 1,35 Rdt base	Rdt ≤ 1,50 Rdt base	Rdt > 1,50 Rdt base

La formule retenue pour le calcul des modulations :

$$PDB * Rendement (HI/Jrs/Grimpeur) / Rendement modulé (\%rendement de base observé)$$

Niveau de modulation 2 : Fonction de la taille des arbres et des techniques de grimpes associés

En fonction de la taille des arbres et des techniques de grimpes associés utilisées, les rendements varieront. Pour pallier ces variations, les modulations suivantes seront apportées :

Ces modulations théoriques sont appliquées pour une récolte achetée à un PDB de 1 euros avec un rendement associé de 1 HI/Jr/pers.

	Rendement du prix de base	Rendement attendu en fonction de la taille des arbres	Delta par rapport prix après modulation rendement
Les premières branches saines sont presque systématiquement plus hautes que dans la définition du prix de base	1,00	0,60	0,67
Les premières branches sont souvent plus hautes que dans la définition du prix de base		0,80	0,25
Les premières branches sont accessibles à l'échelle		1,00	0,00
Les premières branches sont accessibles du sol		1,30	-0,23

Niveau de modulation 3 : Fonction de la pente dans la parcelle à récolter

Dans des parcelles à forte pente, la progression et la récolte sera modulé de la manière suivante :

Ces modulations théoriques sont appliquées pour une récolte achetée à un PDB de 1 euro/ HI avec un rendement associé de 1 HI/Jr/personne.

Pentes	Modulation	Delta par rapport prix de base
10% < Pente forte	Pdb + 10%	0,1
5% < Pente faible < 10%	Pdb + 5%	0,05
Pas de pente ou très faible < 5%	Pdb	0

Niveau de modulation 4 : Fonction de l'accessibilité de la parcelle

Suivant l'accessibilité de la parcelle (difficulté d'accès avec le matériel), la progression et la récolte sera modulé de la manière suivante :

Ces modulations théoriques sont appliquées pour une récolte achetée à un PDB de 1 euros/ HI avec un rendement associé de 1 HI/Jr/pers.

		Proximité de routes ou pistes carrossables / dispersion du peuplement					
		les arbres sont à moins de 100m d'une route ou piste carrossable et/ou le peuplement est groupé		les arbres sont entre 100m et 200m d'une route ou piste carrossable et/ou le peuplement est éparse		les arbres sont à de plus de 200m d'une route ou piste carrossable et/ou le peuplement est très dispersé	
		Modulation	Delta / Pdb	Modulation	Delta / Pdb	Modulation	Delta / Pdb
Sous bois, densité végétative	Sous bois ne gênant pas la progression	PdB - 5%	-0,05	PdB	0	PdB + 5 %	0,05
	Couvert végétal passable, parfois dense	Pdb	0	PdB + 5%	0,05	PdB + 10%	0,1
	Couvert végétal agressif, milieu hostile.	PdB + 5%	0,05	PdB + 15 %	0,15	Voir conditions particulières avec le commanditaire	